



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**
Bureau de l'environnement et de l'utilité
publique

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement
des Pays de la Loire**
Unité interdépartementale Anjou-Maine

Arrêté n°DCPPAT 2023 – 0093 du 17 MAI 2023

Société COLAS FRANCE

Arrêté préfectoral portant modification de l'arrêté préfectoral n° 10-3976 du 16 juillet 2010 autorisant la Société COLAS CENTRE OUEST à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux comprenant uniquement des casiers dédiés aux déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes sur le territoire de la commune de Champagné

**Le préfet de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre nationale du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 181-14, L. 211-1, L. 511-1, L. 541-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu la Directive n°2008/98/CE du 19/11/2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté préfectoral n°10-3976 du 16 juillet 2010 autorisant la Société COLAS CENTRE OUEST à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux comprenant uniquement des casiers dédiés aux déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes sur le territoire de la commune de Champagné, site de la « Sapinière de l'Etang » ;

Vu la lettre préfectorale du 4 avril 2019 actant la modification des conditions d'exploiter de l'installation par l'augmentation de la hauteur de stockage des déchets sur les deux casiers, portant la côte finale des casiers à 5,75 mètres par rapport au terrain naturel ;

Vu le courrier en date du 30 mars 2021 informant le changement de dénomination sociale au profit de COLAS FRANCE ;

Vu le porter à connaissance de la société COLAS France reçu le 21 novembre 2022 sollicitant une modification des conditions d'exploiter de ses installations sur le territoire de la commune de Champagné ;

Vu la note complémentaire de la société COLAS France reçue le 23 janvier 2023 ;

Vu le rapport du 28 mars 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Place Aristide Briand – 72041 LE MANS Cedex 9 –

Préfecture : 02 43 39 70 00 - Standard : 02 43 39 72 72 - Télécopie : 02 43 28 24 09

www.sarthe.gouv.fr – pref-mail@sarthe.gouv.fr - Twitter : @Prefet72 - Facebook : Préfecture de la Sarthe

CONSIDÉRANT que les activités exercées sur le site de Champagné par la société COLAS France sont soumises à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et que celles-ci sont dûment autorisées par l'arrêté préfectoral n°10-3976 du 16 juillet 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT que cette modification permettra de répondre à une demande croissante de filière d'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ;

CONSIDÉRANT que la rehausse des casiers ne nécessite aucune modification des installations ni aucune augmentation de la capacité maximale autorisée ;

CONSIDÉRANT que les demandes sollicitées ne sont pas considérées comme des modifications substantielles dans la mesure où elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et 511-1 susvisés du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article R. 181-45 susvisé du code de l'environnement, le Préfet de département peut fixer de prescriptions complémentaires sans solliciter l'avis des membres du CODERST ;

CONSIDÉRANT que les dispositions légales sont réunies ;

CONSIDÉRANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 28 mars, et que celui-ci indiqué ne pas avoir d'observations par courriel du 14 avril 2023 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRÊTE

Article 1 – Portée du présent arrêté

La société COLAS France est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune du Champagné de ses installations autorisées par l'arrêté préfectoral n°10-3976 du 16 juillet 2010 susvisé.

Article 2 – Durée de l'autorisation

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté n° 10-3976 du 16 juillet 2010 sont modifiées et remplacées comme suit :

« L'exploitation est autorisée pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté.

La quantité totale de déchets admis depuis la mise en service de l'installation et jusqu'au terme de la présente autorisation est limitée à 19 000 m³ de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes. »

Article 3 – Hauteur de stockage

Les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté n° 10-3976 du 16 juillet 2010 sont renforcées par les éléments suivants :

L'exploitant est autorisé à augmenter de 3,5 mètres maximum la hauteur de stockage des déchets au niveau des deux casiers actuellement exploités. La côte finale maximale des casiers est portée à 9,25 mètres par rapport au terrain naturel initial.

Les casiers devront respecter les engagements pris dans le dossier en termes de stabilité des talus (pente, risberme intermédiaire, ancrage et emboîtement des digues périphériques, ..).

Article 4 - Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Champagné et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Champagné, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Sarthe pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 - Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction et peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes :

1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie via l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire de Champagné, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Le Préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Éric ZABOURAEFF